

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1060

Artikel: Interview: Pierre-François Veillon : une clarification sera nécessaire à l'UDC
Autor: Imhof, Pierre / Veillon, Pierre-François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021113>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

(jd) Les réformes proposées par la commission Schoch et partiellement adoptées par le Département militaire ne font pas que des heureux. Un groupe d'officiers romands réagit et lance un *Manifeste pour une armée digne de ce nom*. Ce document en 57 points rassemble, dans le style concis et rugueux de la donnée d'ordre, les principes qui doivent contribuer à maintenir la crédibilité de l'armée. En résumé, le statu quo sur toute la ligne. Après avoir décrit les menaces prêtes à fondre sur l'Europe et la Suisse — dont le terrorisme, les requérants d'asile, le monde musulman «en pleine ébullition» et ses communautés implantées en Europe — les officiers inquiets mettent les points sur les «i»: la neutralité «n'est pas un concept à géométrie variable. Entre elle et les discours moralisateurs, anathèmes et autres sanctions économiques, il faut choisir. Un Etat est neutre ou ne l'est pas».

Le hérisson ainsi défini doit se donner les moyens de subsister. D'abord un service de renseignement efficace, donc

Gaaarde-à-vous !

soustrait à tout contrôle du Parlement. Ensuite des dépenses militaires à tout le moins maintenues à leur niveau actuel; l'accélération et la simplification des procédures d'acquisition de nouveaux matériels. Des effectifs suffisants, donc pas de service civil: «Le service militaire constitue l'unique forme de service général dont l'homme libre puisse se sentir redevable à l'Etat. L'introduction d'un service civil ou l'extension de l'obligation de servir à d'autres activités doit être rejetée comme une menace sur les effectifs de notre armée et sur son caractère milicien, ainsi que comme une forme totalitaire d'embrigadement des citoyens au service de l'Etat.» Dans la foulée, le manifeste préconise le maintien de la justice militaire, de la durée totale des obligations militaires comme de celle de l'école de recrues, de «certaines formes telles que l'annonce, indispensable support de l'autorité, tout particulièrement aux échelons subalternes». Dans une armée commandée et non pas «managée», il n'y pas de place pour le style communicatif ou coopératif. Maintien également de la tenue de sortie pour des raisons d'hygiène et de panache, et des cérémonies et défilés, «moyens privilégiés d'information et de communication».

«Préservez-moi de mes amis, je me charge de mes ennemis.» Rompez ! ■

INTERVIEW: PIERRE-FRANÇOIS VEILLON

Une clarification sera nécessaire à l'UDC

(pi) *Elu il y a deux semaines pour succéder au conseiller d'Etat vaudois Marcel Blanc, Pierre-François Veillon, membre de l'Union démocratique du centre, a réussi brillamment son examen de passage: il a en effet recueilli plus de 57% des suffrages, grâce au soutien efficace de l'Entente vaudoise. Certains pensaient que son étiquette de «centriste de gauche» lui vaudrait des défections chez les partis frères. Il ne semble pas que ce fut le cas, alors même que certains électeurs de l'alliance rose-verte se sont probablement laissé séduire par cet ingénieur agronome de quarante ans. Nous avons interrogé le nouveau magistrat.*

Est-ce que vous assumez l'étiquette de centriste de gauche ?

C'est vrai que j'ai une certaine idée de l'intérêt public et de la communauté cantonale. A ce sujet je me suis trouvé quelquefois en désaccord avec des positions politiques d'une droite ultra-libérale. Mais je me sens moins un homme de doctrine qu'un homme qui analyse des faits, des problèmes, et qui cherche des solutions. Je n'ai pas ou peu d'a priori politiques. Ceci autant vis-à-vis de la gauche que de la droite. Je suis par exemple entièrement acquis à la proposition du Conseil d'Etat d'allouer l'indexation salariale des fonctionnaires de manière annuelle, plutôt que semestrielle comme c'est le cas aujourd'hui. Cette proposition permettra des économies à l'Etat de Vaud.

Et comment réagissez-vous à la dérive à droite de l'UDC ?

Je ne suis pas autrement engagé dans mon parti au niveau national et je ne peux donc que constater ce qui se passe, de l'extérieur. J'ai eu néanmoins l'occasion de faire part de mon étonnement que l'on commence à confondre la ligne zurichoise Blocher avec la position de l'UDC suisse. J'éprouve quelques craintes à ce sujet. Sur l'Europe par exemple, le programme de notre parti ne correspond pas du tout à la ligne Blocher.

Historiquement, le parti des paysans était à droite et résulte d'une séparation d'avec les radicaux, soupçonnés de se préoccuper davantage de l'industrie que de l'agriculture. Et à cette époque déjà, dans le canton de Vaud, ce parti a conclu quelques alliances ponctuelles avec la gauche. N'avez-vous pas l'impression que les sections alémaniques, qui forment le gros de l'UDC, retournent à leur position

d'origine en même temps que dans le canton de Vaud, par votre élection, votre parti s'ouvre à des positions moins tranchées ?

Ce qui semble un virage à droite à l'UDC repose sur la ligne politique de quelques personnes.

Les médias se chargent pour leur part d'en tirer des conclusions hâtives. Quant à l'ouverture de l'UDC vaudoise, je peux vous répéter que notre ligne politique repose sur le pragmatisme: peu de doctrine mais des analyses correctes et consensuelles.

Votre pragmatisme va-t-il jusqu'à vous trouver des points communs avec Christophe Blocher ou, de manière plus générale, entre l'UDC zurichoise et l'UDC vaudoise ?

Je ne vois pas où vous trouveriez des points communs entre l'UDC zurichoise et l'UDC vaudoise.

La ligne Blocher par rapport au parti UDC me fait penser à la ligne Bodenmann qui se dégage au parti socialiste, ligne dans laquelle des sections PS ne se reconnaissent pas. Pour ce qui nous concerne, il est certain qu'une clarification sera nécessaire, déjà pour plébisciter notre conseiller fédéral Adolf Ogi qui se trouve dans la même position qu'Otto Stich ou René Felber, lâchés par certains des leurs sur l'EEE ou le FMI.

Vous souhaitez faire entendre votre voix, mais l'UDC romande n'est-elle pas trop marginale pour y parvenir ?

C'est certain que l'UDC romande est minoritaire, mais l'UDC zurichoise n'est pas majoritaire, même si Christian Blocher est un gagnant et qu'il peut faire valoir un certain succès à Zurich. D'autre part, Marcel Blanc est vice-président du parti suisse.

Et si la ligne zurichoise devait gagner le parti, vous continueriez à vous y sentir à l'aise ?

Si la ligne zurichoise devait gagner le parti, je ne me sentirais pas à l'aise dans l'UDC suisse. Mais on n'en est pas là, Dieu merci. L'engagement de notre conseiller fédéral Adolf Ogi, dans les négociations européennes par exemple, est le meilleur garant de notre réelle ligne politique.

Adolf Ogi a donc encore sa place au Conseil fédéral en tant que membre de l'UDC ?

Oui, Adolf Ogi a sa place au Conseil fédéral comme membre de l'UDC, et avec le soutien de l'UDC, qui encore une fois n'est pas l'expression privilégiée de sa section zurichoise.

Parlons un peu d'agriculture et des agriculteurs qui forment une bonne partie de l'électorat UDC. Vous reconnaissez-

«Je ne vois pas où vous trouveriez des points communs entre l'UDC zurichoise et l'UDC vaudoise.»

vous dans les récentes prises de position de Jacques Janin (directeur de la Chambre vaudoise d'agriculture) et dans sa grande ouverture sur l'Europe ?

Jacques Janin a raison en ce qui concerne l'Europe. Nous devons signer le traité EEE, qui ne concerne d'ailleurs pas ou peu notre politique agricole. Pour la suite, il faut comprendre que la future politique agricole suisse est liée à la future politique agricole européenne. Nous sommes liés. La petite Suisse qui entretient son agriculture et qui bloque ses frontières, c'est fini. L'agriculture suisse a de nombreux atouts à présenter dans le cadre d'une ouverture européenne.

Finissons avec le canton de Vaud. Quelle est la marge de manœuvre d'un conseiller d'Etat UDC élu grâce au soutien décisif des radicaux ?

Je vous le dirai dans une année ! Je me réjouis en tout cas d'exposer le point de

MUTATIONS

Le grand Berne

(cfp) Certains tentent de réaliser une utopie dans l'agglomération bernoise. L'après-midi du 9 novembre, une diète régionale a siégé dans la salle du Grand Conseil, dans des conditions sortant de l'ordinaire: il n'y avait aucune légitimation pour les participants et de nombreux symboles marquaient l'événement. Parmi eux, le nom du projet mis en discussion: *Zämebärn* ce que nous traduirons par *tous de Berne*. But du projet: abattre les frontières communales de l'agglomération, si compliquée à administrer démocratiquement.

Le 9 novembre est, en outre, une date historique pour l'Europe puisqu'elle a été marquée, il y a deux ans, par la chute du mur de Berlin. Sera-t-elle aussi, à l'avenir, le point de départ d'un nouveau destin pour la ville de Berne et pour ses voisins ?

La séance, préparée par un groupe de travail de Jeune Berne et de la Liste libre, a duré quatre heures. Les acteurs en étaient les cent dix à cent vingt députés à la diète. Le débat a été nourri

vue de l'UDC sur les problèmes à débattre. Je suis d'ailleurs certain que la période difficile que nous traversons engage, au niveau du gouvernement, des décisions et des priorités qui s'imposent au-delà de nos sensibilités politiques.

Mais vous n'hésitez pas à voter avec les socialistes ?

Comme je l'ai déjà dit, je me sens moins interrogé par les programmes politiques que par les situations concrètes. Si comme vous le dites, je devais me retrouver en compagnie des seuls socialistes sur un objet qui me tient à cœur, je n'hésiterai pas à défendre cet objet, et à le voter.

Vous préférez les courants trans-partis ponctuels aux alliances classiques durables ?

L'UDC vaudoise est un parti du centre, à la frontière entre des courants situés à gauche et à droite. Notre parti est également membre de l'Entente vaudoise. C'est une sensibilité particulière. Je me sens effectivement mieux à l'aise dans l'écoute et la négociation que dans la défense d'une doctrine. Ceci dit, je suis également quelqu'un de fidèle dans mes engagements. Je ne suis pas un paria. ■

entre les membres de quatorze groupes représentés et qui n'étaient pas tous traditionnels, puisqu'aux quelques partis directement présents s'ajoutaient des groupes communaux, professionnels, féminins et sans véritable attache idéologique ou géographique. La présidence était assumée par un notable: Ulrich Zimmerli, professeur de droit et conseiller aux Etats, membre de l'UDC. Tous ne sont pas prêts d'admettre l'existence d'une identité régionale. Un «freineur» a cité le cas d'une convocation adressée aux cinquante députés au Grand Conseil représentant le district de Berne, pour coordonner leurs interventions en faveur de la région. Leur poids pourrait être important puisqu'ils constituent le quart du Grand Conseil. Or douze seulement ont répondu à l'invitation. Six se sont excusés et les trente-deux restants n'ont pas réagi. Cette fois, les «freineurs» sont restés minoritaires; ils se recrutaient essentiellement dans les rangs de l'UDC, appuyés par une minorité radicale.

Une résolution a été votée pour que les travaux de construction de la nouvelle région soient poursuivis activement avec le concours des communes intéressées. On peut déjà constater la présence d'un groupe soucieux de tout régler minutieusement: quotas par sexes, quotas par classes d'âge, pour ne citer que deux exemples, alors que l'essentiel est à faire, c'est-à-dire la conquête d'une majorité en faveur de ces réformes.

Il n'en reste pas moins que la réalisation de l'utopie de *Zämebärn* est lancée. Elle arrive au moment où un romancier bernois, le publicitaire Fritz Kobi, dresse le tableau de la République biodémocratique Alpina formée au XXI^e siècle de la Bavière, de l'Autriche, du Tyrol du sud et de la Suisse, de la ville «agrama», aux environs de la Berne actuelle, comprenant une population de 800 âmes. En effet la nouvelle république grouperait ses habitants dans dix gigantesques villes en terrasses. Autre utopie, celle d'un participant à la diète qui a proposé d'interrompre les travaux pour mettre en place une structure permettant de faire de Berne un district européen abritant les institutions de l'Europe. Il a été largement battu, mais plusieurs allusions à l'Europe ont parsé les discussions de samedi.

Ajoutons, pour faire comprendre l'atmosphère de cette diète sans légitimité, que l'apéro qui a suivi était offert par le gouvernement bernois. Doutez-vous encore que la concrétisation du projet *Zämebärn* parte sous d'heureux auspices ? ■